



Diagnostic des voiries forestières à Gouvy

L'œuvre de Ressources Naturelles Développement



ALAIN DEPRET SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Dans le cadre du Programme Regiowood – Interreg IV A Grande Région, l'asbl Ressources Naturelles Développement a finalisé un diagnostic des voiries forestières sur le territoire de la Commune de Gouvy. Le but était, entre autres, de déterminer les zones déficitaires et prioritaires en matière de desserte. Pour Gouvy, il s'agit d'une vision stratégique du patrimoine forestier pour Gouvy grâce à une cartographie qui a permis un repérage des zones problématiques et l'identification des possibilités d'amélioration, comme nous l'explique Frédéric Castaings, Chargé de communication de l'asbl.

DANS LE CADRE DES programmes européens Interreg, la Wallonie et ses voisins réfléchissent à l'avenir de la forêt et de la filière bois. Le projet Regiowood entend non seulement favoriser le développement économique des entreprises du secteur mais s'évertue aussi à mieux mobiliser les ressources. C'est que dans le secteur du résineux, à terme, la pénurie guette. Toutes les études le démontrent : d'ici quelques années, on va manquer de bois résineux dans nos contrées. Épicéas et autres



sapins sont pour l'heure très utilisés dans la construction mais il faut compter aujourd'hui aussi avec l'émergence du bois-énergie.

Pour faire face à cette situation, on tente de persuader les petits propriétaires privés d'exploiter une partie de leur patrimoine. L'asbl Ressources Naturelles Développement, anciennement Valbois, qui coordonne le programme Regiowood, vient de dresser un inventaire forestier et une cartographie sur le territoire de la Commune de Gouvy, dans le nord de la province de Luxembourg.

Un exemple frappant puisqu'à Gouvy, 80 % de la forêt appartient à des propriétaires privés. De cette façon, la commune dispose de données objectives pour déterminer les endroits où des voiries pourraient être réhabilitées afin de faciliter l'accès à une certaine exploitation de ces forêts. Plus loin, d'autres communes (Saint-Léger, Ferrières et Stoumont) vont se voir examinées aussi à la loupe. Rencontre avec Frédéric Castaings, Chargé de communication de l'asbl.



DE L'INVENTAIRE DU PATRIMOINE FORESTIER VERS LA CRÉATION DE VOIRIES



Avant toute chose, Monsieur Castaings, pouvez-vous nous présenter succinctement la raison d'être de votre asbl ?

Ressources Naturelles Développement (RND) est une asbl fondée le 5 octobre 1976 qui a pour objet la valorisation et la promotion de la forêt, des produits des industries extractives et, d'une manière générale, des ressources naturelles en Province de Luxembourg. A l'origine, l'asbl s'appelait Valbois Ressources Naturelles. Nos actions se sont développées au fil du temps, notamment en intégrant

la promotion de la pierre wallonne parmi nos missions et, à la fin des années '90, nous nous sommes notamment rapprochés des financements européens. Début des années 2000, nous avons mis en place une belle opération consacrée à la promotion du bois, appelée « Penser, agir bois », dont le but a été de sensibiliser les mandataires et les pouvoirs publics à la gestion forestière.

Pourquoi avoir changé le nom de l'asbl ? Valbois était particulièrement connu déjà...

Deux choses ont justifié ce changement : le nom lui-même, qui était particulièrement concentré sur le bois, et une réorientation de nos activités vers une prise en compte beaucoup plus grande des ressources naturelles dans leur globalité au service du développement durable. Nos philosophies d'approche sont ainsi aujourd'hui raisonnées, intégrées durables, c'est-à-dire que l'on se pose la question de savoir comment intégrer les ressources naturelles et les valoriser au mieux dans une optimisation de chaque échelon.

Vous êtes donc convaincu qu'il y a, en Wallonie, un problème en matière forestière ?

Dans les provinces de Namur, Luxembourg et Liège, surtout, je pense. Des communes sont propriétaires d'une ressource forestière dont elles méconnaissent toute la plus-value dans le domaine de la construction bois. Valbois a donc commencé à s'imposer en tant qu'acteur reconnu au niveau de la filière bois. Et, en parallèle, l'expérience acquise en matière de dossiers européens a permis de gérer de plus en plus de dossiers. L'asbl a commencé à nouer des partenariats sur la grande région, la Wallonie, s'associant avec le Grand-Duché du Luxembourg et la Lorraine, partie française, et puis avec la Rhénanie Palatinat.

C'est alors que vous avez été amené à coordonner le projet Regiowood ?

Un dossier Probois, dont le centre de gravité était la certification PEFC et la promotion de la gestion durable de nos forêts, a donné naissance à Regiowood, qui associait les mêmes territoires, mais avec des intervenants un peu différents. Il s'agissait d'un projet très ambitieux, de l'ordre de plus de 4 300 000 euros, associant 19 acteurs, 15 opérationnels et 4 observateurs de référence méthodologique.

Regiowood avait la particularité de broser toute la filière bois de la grande région. Car, aujourd'hui, il y a un énorme défi en matière de gestion forestière durable. Et la Wallonie fait partie de la réflexion.

C'est dans ce cadre que vous avez d'abord travaillé sur la gestion forestière de la commune de Gouvy...

En effet. Avec l'opération diligentée à Gouvy, on entre vraiment de plein pied dans ce type de problématique. Cela part de l'inventaire du patrimoine forestier vers toutes les possibilités de mobilisation via la création de voiries. Nous avons approché directement les propriétaires forestiers privés afin de les conscientiser à notre volonté de promouvoir la filière bois. L'idée était de les faire se rencontrer pour créer une voirie, pour organiser des travaux groupés ou des ventes groupées ou pour créer une bourse foncière. Un deuxième volet important du travail concernait le noyau même de la filière, c'est-à-dire les scieries. Nous nous sommes ainsi concentrés sur les résineux car, aujourd'hui, avec l'essor de la construction bois, il y a une énorme demande sur ce secteur.

Gouvy a donc été commune-pilote dans ce domaine...

Oui, il y a eu un appel à candidatures car RND cherchait effectivement une commune wallonne qui soit prête à jouer le jeu. Pour cela, il fallait qu'elle ait une certaine physionomie. Il fallait que ce soit une commune forestière préoccupée par l'essor de sa forêt avec, en même temps, une certaine ouverture d'esprit. André Hubert, Bourgmestre de Gouvy, a tout de suite accroché au projet car il est, lui-même, exploitant forestier. Nous sommes arrivés avec des données tout à fait objectives, ce qui était très important pour lui. Nous avons donc ici rencontré la préoccupation de l' élu et du professionnel.

Gouvy reste donc un moteur pour vous...

D'une manière générale, les communes gèrent bien leur patrimoine forestier. Mais Gouvy reste un bel exemple à suivre, certes. Par exemple, les communes se rendent aujourd'hui compte de la difficulté de créer des voiries forestières. On ne fonce pas tête baissée dans ce genre de travaux... De plus, il est difficile de convaincre les communes d'investir en forêt privée. Elles veulent d'abord rentabiliser leur domaine et perdent souvent



“

LES COMMUNES ONT UN RÔLE À JOUER

”

de vue les autres facettes d'un tel investissement : un accès plus sûr pour le chargement du bois, un accès plus rapide pour les services d'incendie, un aménagement des abords de bandes herbeuses pour le gibier, un aménagement de chemins touristiques, par exemple.

Votre but est-il aujourd'hui d'amener ce concept dans d'autres communes ?

En effet. Nous avons bénéficié d'un appui financier de Regiowood, un véritable ballon d'oxygène, qui nous a permis de consulter d'autres communes, d'abord en province de Liège. Quatre autres communes ont déjà répondu favorablement. Mais la prise de conscience est très progressive. A l'heure actuelle, une petite scierie a besoin d'un approvisionnement local. Ce bois doit pouvoir être trouvé au-delà du périmètre foncier, domanial ou communal, ou dans les domaines privés, et non pas en France ou en Italie. Le projet que l'on découvre à travers RégioWood, est que, même si l'asbl donne de l'argent pour aider les privés à mobiliser du bois, cela va générer, au niveau des frais d'exploitation, du transport et de l'arrivée à la scierie, une situation extrêmement rentable. Un euro investi signifie 10 euros rapportés à la filière.

Cela fait déjà un bon moment que vous êtes sur le projet de Gouvy. Comment la Région wallonne accueille-t-elle vos résultats ?

Au niveau de la DNE, il y a un énorme intérêt. Le département des ressources forestières a très bien suivi ce dossier et met l'accent sur la constitution de voiries. Pour eux, les deux mondes, privé et public, ne s'opposent absolument pas. Ils souhaitent d'ailleurs développer la gestion durable du domaine forestier. Bref, ils nous appuient beaucoup dans nos démarches. Le dialogue doit donc se poursuivre car les protagonistes sont bien conscients de la nécessité de créer quelque chose ensemble, sous peine de voir la forêt rester en l'état.

Pensez-vous que l'Union pourrait vous aider dans votre action ?

Bien évidemment ! Faire connaître notre initiative par le biais du Mouvement communal est un atout indéniable. La commune reste un lieu auquel on peut se raccrocher. C'est un lieu de confiance, un opérateur neutre, qui n'est pas partie prenante, et dans lequel un propriétaire peut avoir confiance. Ce que nous voulons faire passer comme message aux communes, c'est qu'elles ont un rôle à jouer, qu'il faut absolument fédérer les acteurs de cette initiative.

POUR PLUS D'INFOS

Ressources Naturelles
Développement asbl
44 rue de la Converserie
6870 Saint-Hubert
061 32 53 93